

Communiqué du Conseil d'Etat

26 mai 2010

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève-Confédération	4
Genève souhaite un réexamen du programme de consolidation 2011-2013 de la Confédération	4
Genève	5
Rencontre avec les représentants du Crédit Suisse – Région Genève	5
Révision de la loi cantonale sur les Hautes écoles spécialisées : ouverture d'une procédure de consultation	5
Soutien aux événements sportifs	6
Réalisation de surfaces industrielles, artisanales et administratives à Sécheron	6
Transports publics à Thônex : améliorations prévues	7
Contrôle élargi sur l'utilisation des outils de communication par le personnel de l'Etat.....	7
Nouveau conseiller municipal à Pregny-Chambésy	8
Nominations.....	9
Agenda des invitations à la presse	10

Genève-Confédération

Genève souhaite un réexamen du programme de consolidation 2011-2013 de la Confédération

Consulté par le Département fédéral des finances (DFF) au sujet du [programme de consolidation 2011-2013 du budget de la Confédération et de la mise en œuvre du réexamen des tâches](#), le gouvernement genevois a exprimé des critiques relatives aux délais et à la chronologie du processus de consultation.

Les délais imposés par Berne n'ont en effet pas permis de procéder à des évaluations approfondies des effets potentiels des mesures proposées. En outre, ni la [Conférence des directeurs cantonaux des finances](#), ni la [Conférence des gouvernements cantonaux](#) n'ont pu débattre de manière appropriée de ces projets. Le Conseil d'Etat estime qu'il n'est pas admissible d'invoquer l'urgence ou le caractère exceptionnel de la situation pour raccourcir de six semaines le délai de consultation.

D'autre part, le gouvernement genevois relève que, contrairement aux affirmations du DFF, les finances cantonales seront impactées de plus de 10 millions de francs par année par le programme de consolidation 2011-2013. Par conséquent, le Conseil d'Etat considère positivement le fait qu'un réexamen de la nécessité et de l'ampleur de ce programme soit prévu en juin, à la lumière de données économiques actualisées. Le Conseil d'Etat souhaite que si cet examen permet de réduire le programme, il soit renoncé aux réductions dans le domaine des tâches communes (universités et Hautes écoles, subsides d'assurance-maladie...) et que soient réalisées prioritairement les mesures dans le domaine propre à la Confédération (grands projets informatiques, logistique, personnel...).

Le canton de Genève prend enfin acte du fait que les mesures à plus long terme du réexamen des tâches, qui ne font pas partie du programme de consolidation, feront ultérieurement l'objet d'un processus décisionnel distinct, qui devra respecter les délais usuels de consultation.

*Pour toute information complémentaire : M. Pierre Béguet, directeur général des finances de l'Etat, DF,
☎ 022 546 13 01.*

Rencontre avec les représentants du Crédit Suisse – Région Genève

Une délégation du Conseil d'Etat a rencontré ce jour les représentants de la direction du Crédit suisse – Région Genève dans le cadre d'un déjeuner de travail. A cette occasion ont été abordés plusieurs sujets d'actualité. La dernière rencontre entre les deux entités a eu lieu le 21 septembre 2009.

Révision de la loi cantonale sur les Hautes écoles spécialisées : ouverture d'une procédure de consultation

Le Conseil d'Etat a pris acte du dépôt, par la commission externe nommée à cet effet le 26 août 2009 (voir [point de presse](#)), de l'avant-projet de révision totale de la [loi cantonale sur les Hautes écoles spécialisées](#). Présidée par Mme Christiane Brunner, ancienne conseillère aux Etat et présidente du conseil de la Haute école de Genève, la commission constituée de quinze membres a conduit ses travaux de septembre 2009 à avril 2010.

L'avant-projet vise à accroître l'autonomie de la haute école genevoise, conformément aux attentes de l'[avant-projet de convention intercantonale sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale](#) (HES-SO) et du [projet de loi fédérale sur l'aide aux hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles](#) (LAHE). Cette révision doit permettre d'améliorer le pilotage stratégique de l'institution par l'autorité politique, notamment au moyen d'une convention d'objectifs, et de renforcer l'efficacité de la gouvernance de la HES-SO Genève.

Le Conseil d'Etat a décidé de charger le département de l'instruction publique, de la culture et du sport de procéder à une large consultation auprès des milieux concernés (académiques, politiques et syndicaux). La direction générale de la HES-SO GE est responsable d'organiser la consultation interne auprès des membres de sa communauté.

La procédure publique de consultation sera ouverte dès le 28 mai 2010. Le délai de réponse est fixé au 15 juillet 2010. Une fois la consultation terminée, un projet de loi sera soumis au Conseil d'Etat. Les documents seront accessibles dès le 28 mai sur le site www.ge.ch/dip.

Pour toute information complémentaire : Mme Christiane Brunner, présidente du conseil de la HES-SO Genève et présidente de la commission externe, ☎ 022 346 81 50, ou Mme Tamara Diaz Nootenboom, adjointe à l'unité de l'enseignement supérieur, DIP, ☎ 022 546 69 15.

Soutien aux événements sportifs

Dans sa réponse à une [motion intitulée « Pour une politique lisible en matière de soutien public aux événements sportifs populaires en milieu urbain »](#), le Conseil d'Etat indique qu'il a pris connaissance du rapport qu'il avait commandé en mai 2009 en vue de faciliter et de mieux coordonner l'organisation de grands événements sportifs populaires dans notre canton.

L'une des principales propositions soumises à l'Etat et à la Ville de Genève par les auteurs du rapport consisterait à créer une fondation de droit privé, majoritairement contrôlée par les pouvoirs publics, qui interviendrait comme interface entre les organisateurs et les autorités. Cette fondation soutiendrait les organisateurs en mettant en œuvre la stratégie d'accueil des manifestations sportives, et créerait et animerait un réseau de bénévoles.

Le Conseil d'Etat a accueilli favorablement ce rapport et poursuit sa réflexion sur la mise en œuvre, à brève échéance, d'une telle fondation en association avec la Ville de Genève, l'ensemble des communes intéressées et les milieux sportifs et économiques.

*Pour toute information complémentaire : M. Michael Kleiner, secrétaire général adjoint au sport, DIP,
☎ 022 327 37 59 ou 076 544 32 84.*

Réalisation de surfaces industrielles, artisanales et administratives à Sécheron

Le Conseil d'Etat a adopté un plan directeur et son règlement portant sur la réalisation de surfaces industrielles, artisanales et administratives dans le quartier de Sécheron. Le périmètre concerné est délimité au nord par le bâtiment de l'organisation météorologique mondiale (OMM,) au sud par le prolongement de l'avenue de Sécheron, à l'est par la rue Kazem-Radjavi et à l'ouest par les voies ferrées.

Le plan directeur et son règlement précisent l'aménagement de la zone 2, affectée à des activités mixtes. Celles-ci seront réparties entre 25% d'activités industrielles et artisanales et 75% d'activités administratives. Il est également prévu de construire un parking facile d'accès d'environ 400 places, destiné aux usagers des bâtiments administratifs proches du périmètre concerné, notamment l'organisation mondiale du commerce (OMC).

Conformément aux objectifs d'aménagement du [plan directeur cantonal](#), ce plan et son règlement visent à favoriser l'intégration d'activités de service et industrielles de pointe en milieu urbain. Ils contribuent également au développement des organisations internationales se situant à proximité, comme l'OMC, et qui sont comprises dans le [plan directeur de quartier du Jardin des Nations](#).

Ce plan directeur et son règlement ont reçu un préavis favorable du Conseil municipal de la ville de Genève le 14 octobre 2009 et aucune opposition n'a été déposée dans le cadre de la procédure. Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle (FAO), le plan sera disponible sur le site internet officiel de l'Etat de Genève: www.ge.ch/amenagement/plansadoptes.

Pour toute information complémentaire : M. Micheal Browne, chef de projet, service des plans d'affectation et requêtes, direction générale de l'aménagement du territoire, DCTI, ☎ 022 546 73 85.

Transports publics à Thônex : améliorations prévues



En réponse à un courrier de la commune de Thônex, le Conseil d'Etat annonce sa décision d'étudier l'opportunité de déplacer la ligne de bus C ainsi que la nouvelle ligne J Mon-Idee-Communaux d'Ambilly (MICA) sur la route de Jussy et la rue François-Jacquier, afin de desservir la future gare CEVA de Chêne-Bourg. Les nouvelles dessertes seront étudiées dans le cadre de l'élaboration du plan directeur des transports collectifs 2015-2018, en concertation avec le groupement des communes d'Arve-Lac. L'objectif est de garantir l'accès des habitants de Thônex et des communes voisines au réseau RER, dès sa mise en service.

Dans l'intervalle, conformément au souhait des autorités de Thônex, le Conseil d'Etat est favorable à la réalisation rapide d'aménagements susceptibles de favoriser la circulation des transports publics sur l'avenue Tronchet. La direction générale de la mobilité (DGM) est chargée de prendre contact avec les autorités de Thônex pour évaluer les mesures à mettre en place.

Pour toute information complémentaire : M. Christophe Genoud, secrétaire général adjoint chargé du domaine de la mobilité, DIM, ☎ 022 327 96 05.

Contrôle élargi sur l'utilisation des outils de communication par le personnel de l'Etat

Le Conseil d'Etat a adopté une modification du [règlement d'application de la loi générale relative au personnel de l'administration cantonale et des établissements publics médicaux \(RPAC\)](#) visant à unifier et à élargir les règles qui s'appliquent à l'utilisation des ressources informatiques et des outils de communication par le personnel de l'Etat.

L'objectif visé est double. Il s'agit, d'une part, d'étendre à l'usage du téléphone les dispositions réglementaires qui régissent déjà depuis 2008 celui du poste de travail informatique, de l'Internet et de la messagerie électronique. La modification permet, d'autre part, d'unifier les règles qui s'appliquent à l'ensemble du personnel de l'Etat et d'y inclure également le corps enseignant des Hautes écoles spécialisées.

Les dispositions réglementaires qui s'appliqueront désormais à l'utilisation de l'ensemble des outils de communication mis à disposition par l'Etat à son personnel stipulent que l'usage de ces outils est réservé à des fins professionnelles ; elles interdisent en particulier toute propagande de nature politique ou religieuse. Des contrôles globaux peuvent être effectués à des fins statistiques pour analyser l'utilisation de ces ressources. Lorsque la sécurité informatique ou le bon fonctionnement d'un service le requièrent, des contrôles individuels peuvent être ordonnés par le/la chef-fe du département ou son/sa secrétaire général-e.

Le règlement se veut néanmoins guidé par le bon sens. Dès lors, il prévoit que l'utilisation des outils de communication à des fins privées est tolérée si elle est minime en temps et en fréquence, qu'elle n'entraîne qu'une utilisation négligeable des ressources mises à disposition et n'entrave pas l'activité professionnelle.

Pour toute information complémentaire : Mme Nadia Borowski, secrétaire générale adjointe, DF, ☎ 022 327 38 46.

Nouveau conseiller municipal à Pregny-Chambésy



Le Conseil d'Etat a proclamé M. **Christian Rudolf** élu sans scrutin à la fonction de conseiller municipal de la commune de Pregny-Chambésy.

Suite à la démission du conseiller municipal Jörg Frischholz, la majorité des signataires de la liste « Entente communale » sur laquelle il figurait ont déposé une nouvelle liste dans le délai prescrit au service des votations et élections. Celle-ci portant uniquement le nom de M. Rudolf, son élection est donc validée sans scrutin.



Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

Nominations

Nouveau directeur du service cantonal du développement durable



M. **Rémy Zinder** a été nommé au poste de directeur du service cantonal du développement durable au département des affaires régionales, de l'économie et de la santé (DARES). A ce titre, dès son entrée en fonction le 1^{er} juin 2010, il sera chargé du pilotage et de la coordination de la mise en œuvre du programme [Agenda 21 du canton de Genève](#).

Titulaire d'une licence en géographie de l'Université de Genève, M. Zinder a complété cette formation par un post-grade en ingénierie et management de l'environnement à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Doté d'un riche parcours professionnel dans le domaine du développement durable, M. Zinder a entre autres dirigé l'Agenda 21 de la ville de Neuchâtel de 2003 à 2008. Entré dans l'administration cantonale genevoise en 2008, il a notamment été responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre du bilan carbone de l'Etat.

Pour toute information complémentaire : M. Alexandre Epalle, secrétaire adjoint, DARES, ☎ 022 546 88 09.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
2 juin 10h30	Mise à l'enquête publique du PLQ des Vergers, à Meyrin	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DCTI	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 31 25 ou 079 240 83 72
3 juin 11h00	Développements immobiliers en faveur de la Genève internationale	Club suisse de la presse 106, route de Ferney	DCTI	Rafaële Gross ☎ 022 327 31 24
7 juin 10h00	Présentation du programme de législature 2010-2013 du Conseil d'Etat	<i>Sera communiqué ultérieurement</i>	CE	Nicolas Merckling (CHA) ☎ 022 327 90 80
8 juin 11h00	Inauguration de l'embouchure renaturée de la Versoix	Embouchure de la Versoix Parc de la Bécassine 10, route de Suisse	DIM	Grégoire Pralong ☎ 022 546 76 13
14 juin 14h15	Nouvelle loi sur la gouvernance des établissements publics	Salle de l'Alabama 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Nicolas Merckling (CHA) ☎ 022 327 90 80